

Service de prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la société SPRB VALABREGUE
située sur la commune de BOLLÈNE**

La préfète de Vaucluse

- Vu** le Code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2004-06-22-0020-PREF du 22 juin 2004 prescrivant à la société VALABREGUE des mesures propres à limiter l'impact sur l'environnement de ses installations situées sur le territoire de la commune de Bollène ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 9 avril 2004 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 octobre 2023 transmis à l'exploitant en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 31 octobre 2023 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 10 novembre 2023 ;
- Vu** l'absence de réponse de la part de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, prescrit, dans son article 25, que le stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention ;

Considérant que dans son rapport de la visite du 19 septembre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le stockage de gasoil d'une capacité de 1 m³ n'est pas équipé d'une rétention ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2020 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations ;

A-R-R-Ê-T-E

Article 1^{er} :

La société SPRB VALABREGUE, exploitant une installation de fabrication de produits réfractaires sur le territoire de la commune de BOLLENE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels, en équipant son stockage de gasoil d'une rétention dimensionnée selon les règles fixées dans le même article, dans un **délai de 1 mois**.

Ce délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères - CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois ;

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Bollène, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **29 DEC. 2023**

Sabine ROUSSELY

Secrétaire générale